

# Le Monde : un article "collectif" d'économistes officiels décalés des vraies réalités et problèmes

Posté le : 11 juillet 2018 17:17 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Attitudes, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

Nous n'avons jamais été très favorables aux suppliques de collectifs d'économistes. Si une idée est bonne elle n'a pas besoin d'être cautionnée par des masses de catéchumènes. Les arguments d'autorité sont rarement pertinents. L'histoire montre qu'en France ces protestations collectives publiées par Le Monde ont toujours cherché à cautionner des âneries et à promouvoir des mesures politiciennes ou corporatistes.

Les économistes ne peuvent intervenir dans le champs politique que pour apprécier les risques ou avantages d'une mesure particulière pour la prospérité générale et notamment d'avertir sur les effets pervers. L'économie n'est pas une discipline simple et ses lois sont souvent contre-intuitives. Par exemple : la productivité ne tue pas l'emploi, ce que le non initié ne peut pas comprendre puisqu'il ne voit que la perte d'emploi immédiate et localisée. Ils n'ont qu'une fonction de conseil et d'expertise. Le conseil et l'expertise ne gagnent pas à la collectivisation ni aux tracts.

On se souvient qu'une collection d'imbéciles motivés par des considérations purement politiciennes avaient cru devoir saluer le passage aux trente cinq heures comme une mesure formidable. Dès qu'elle a pu développer ses effets, c'est-à-dire à partir de 2001, cette mesure a contribué à enfoncer la France dans les déficits extérieurs et intérieurs, sans espoir de solution. Quant aux résultats sur l'emploi qui devaient être miraculeux, nous en sommes toujours autour de 10% de chômeurs, des millions de personnes, souvent enfermées depuis des années dans la trappe à pauvreté. Aucun des signataires ne souhaitent d'ailleurs triompher en se vantant de sa participation à cet exercice techniquement malhonnête et politiquement un tantinet putassier, puisqu'intéressé par des places à prendre alors qu'on savait le résultat garanti comme déplorable.

Ce côté « places à prendre », « carrières à faire » et « budgets à trouver » est maintenant une des « impropriétés » les plus lourdes de la démarche des « collectifs ». Ils veulent collectivement qu'on leur crée une boutique subventionnée au nom d'une bonne cause. L'exemple de ce qui s'est passé pour le climat obsède tout le monde. Des budgets massifs, des passages à la télé, des décorations, des voyages...

On a ainsi vu des géographes exiger une COB immigration, des économistes vouloir la création d'un institut qui irait voir les produits financiers créés par les banques etc...

Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit plus prosaïquement de « briser des tabous ». C'est le rôle nouveau et imprévu des économistes, du moins de ceux qui, par magie, sont immunisés contre le risque vulgaire de se soumettre à des tabous. Cette prétention à considérer que les mauvaises mesures ne sont pas le fruit de conflits d'intérêts, de pressions de lobbies, et d'influence des idéologies est assez drolatique.

Pour briser des tabous européens il faut réunir des économistes immunisés venant des quatre coins du monde et pas seulement d'Europe. 5 sur 16 des signataires viennent de l'extérieur de la zone

euro ce qui leur permet une juste appréciation des choses. Evidemment, pas de Bulgares, de Grecs, de Lettons, de Polonais ni de Tchèques. Pas plus de représentants des pays du Club Med.

Nos pétitionnaires sont tous des européistes à tout crin en goguette pour appuyer les efforts de l'homme de la Pnyka et de la Sorbonne pour une relance de l'Europe, et qui cherchent à émerger auprès du pouvoir ou à consolider leur rôle existant. Des économistes officiels donc, de ceux qui n'ont pas vu venir la crise et qui, comme Pisani-Ferry n'ont jamais été en manque de suggestions grotesques comme de rétablir dans l'assiette imposable « l'économie de loyers » dont bénéficient les propriétaires de leurs logements !

Qu'affirment-ils dans leur article de la page « idées » du Monde du 11 juillet 2018 ?

D'abord qu'une « véritable union bancaire » est en vue depuis qu'on a brisé le tabou qui bloquait la garantie européenne des dépôts. Mais qu'il faut aller plus loin en brisant un autre tabou, « l'excessive concentration des dettes publiques détenues par les banques nationales ». En quoi est-ce un tabou ? Personne ne se croit obligé de l'expliquer. Ni d'ailleurs pourquoi il faudrait que ces dettes soient portées par des banques non nationales. A l'heure actuelle une bonne partie de ces dettes a été renvoyée sur la BCE par les banques européennes pour se sauver de la faillite. Créer un titre de dette publique européen garanti de façon centralisée aurait l'effet pervers de laisser les pays aimant le déficit public comme la France ne plus craindre les réactions négatives des marchés. Le seul bénéficiaire serait le trésor français. Proposera-t-on qu'ils soient portées par des banques non européennes pour être logique avec le concept de malfaisance pour les banques européennes de porter de la dette européenne ? Si certains pays ne veulent pas de la garantie collective, ce n'est pas parce qu'ils sont victimes d'un tabou mais parce qu'ils ne veulent pas payer pour les pays laxistes qui comme la France nourrissent un déficit public depuis près de 50 ans.

Il faudrait ensuite revoir les règles budgétaires de l'Union. On sait que les milieux européistes les ont fait voter pour presque aussitôt après les déclarer « stupides » et demander d'aller plus loin. Là encore où est le tabou ? Il ne s'agit que d'une tactique partisane. On a mis la charrue avant les bœufs et maintenant que la charrue est cassée pour avoir été abondamment piétinée, on affirme qu'il faut aller encore plus loin. C'est la crise de 2008-2009 qui a fait exploser le système et l'a conduit pour se sauver à des politiques coercitives déplorables. Pour les auteurs, « la crise ? Connais pas ! ». Il faut simplement donner plus de pouvoirs aux économistes qui font carrière dans les conseils budgétaires. « Des places, du pognon et vite » !

Le troisième tabou concernerait « la stabilité macroéconomique ». Cela devient plus intéressant mais que veulent dire ces termes ? Rien. L'article est vide de réelles suggestions et se contente de commenter des projets plus ou moins élaborés, comme une assurance chômage européenne, ou de déplorer que le recours au MES soit « stigmatisant ». Pas plus de « tabou » que de beurre en branche dans tout cela. Mais nos signataires sont prêts à mettre leur science au service de l'approfondissement des sujets en cours de débat. C'est gentil de leur part.

Rappelons ici les vrais enjeux. La récession mondiale qui a développé ses effets notamment en Europe est le vrai phénomène à comprendre pour en supprimer la cause. Aucun système européen quel qu'il soit aurait supporté ce choc facilement et nous n'en sommes toujours pas sorti. Un article du jour, de Reuters, signale que le système bancaire allemand est encore malade et tarde à guérir. Rien d'utile ne peut être défini sans d'abord proposer de réduire les causes. Il deviendrait alors possible de réduire les conséquences. Comme d'habitude l'article des économistes officiel n'a RIEN A DIRE sur ce sujet.

La principale faiblesse de l'Eurosystème est qu'il ne permet pas de juguler les énormes excédents de certains pays membres, alors que ces excédents sont mortifères. Ce sont eux qui expliquent notamment les difficultés du système bancaire allemand. Ces banques ont drainé l'épargne

européenne et faute de réemplois en Allemagne, déjà hyper compétitive, ni dans les industries européennes (en désinvestissement, puisque non concurrentielle vis-à-vis de l'Allemagne), elles l'ont réinvestie, ainsi que la création monétaire bancaire associée, dans la spéculation, en Europe et dans le monde. Les landesbanken sont quasi mortes de leur excès de subprimes. Les investissements immobiliers inconsidérés en bordure de Méditerranée pèsent encore dans les comptes de toutes les banques d'investissements. La Deutsche Bank, comme la Dresdner et un quarteron d'autres banques plus modestes, ne s'en sortent que très difficilement du fait de leurs engagements dans le shipping et dans bien des projets exotiques et aventureux. Reuters indique qu'elles craignent de ne pas passer les nouveaux crashtests de la BCE.

La question de ces énormes déséquilibres n'est même pas évoquée, alors qu'elle est pleine d'actualité avec la visite proche de Donald Trump dont la réclamation vis-à-vis de l'Allemagne porte justement sur ses énormes excédents alors que ce pays ne paie pas sa sécurité et mène une politique mercantiliste agressive désagréable pour tout le monde et interdite par tous les traités internationaux.

Le refus par les économistes officiels ou universitaires de porter le regard sur les questions réellement brûlantes, la pusillanimité affichée et intéressée, sont deux tares récurrentes. Elles trouvent une nouvelle illustration dans cet article collectif totalement débranché des réalités importantes.

Navrant mais typique.